

La photo parlante Gardons notre Job !



Non, ce n'est pas une œuvre de César, mais des rouleaux de papier à cigarettes, déposés devant le tribunal de commerce de Toulouse par les salariés de Job. Ces derniers sont sous la menace d'une liquidation judiciaire, et ils ne tiennent pas à partir en fumée.

MARIANNE

Ô TOULOUSE

Job : coup de force pour un sursis

Par un coup de force devant le tribunal de commerce, les salariés de la papeterie Job ont obtenu un sursis. Le bras-de-fer continue.

Les salariés de Job n'ont pas attendu les bras croisés l'audience du tribunal de commerce du mercredi 17 janvier, qui aurait dû décider de la liquidation de la papeterie. Presque un arrêt de mort pour les 168 employés. Après des manifestations à l'aéroport et à la gare lundi et mardi, ces derniers ont donc pris les devants. Dans la nuit de mardi à mercredi, ils ont barré l'accès au tribunal de commerce avec des énormes rouleaux de papier. Conséquence : l'audience n'a pas pu se tenir et a été reportée au 23 janvier prochain. D'ici là, les salariés ont promis de maintenir la pression.

« Le tribunal de commer-

ce ne pouvait pas rendre de décision aujourd'hui, c'est beaucoup trop tôt », expliquait Philippe Moitry, responsable syndical.

Depuis le 15 janvier, Scheufelen, la maison mère allemande a fermé le robinet des crédits comme prévu.

« Nous pensons que l'État allait prendre ses responsabilités », explique Bernard Margras, délégué syndical « et financer une période de chômage technique jusqu'au 5 avril date à laquelle prend fin la période pour trouver un repreneur. Mais ce n'est pas le cas. La Préfecture a simplement proposé de faire pression sur Scheufelen pour trouver une solution. C'était voué à l'échec. »

Toute la journée de mer-



Les salariés de Job ont bloqué l'accès au tribunal de commerce.

credi, les discussions se sont poursuivies. Les salariés veulent un nouveau sursis pour avoir le temps de chercher un repreneur. D'autant que

le groupe canadien Tembec doit dire début février, s'il est officiellement intéressé par le rachat de la papeterie.

La course aux négociations

est engagée. Les « Jobards » veulent qu'on leur laisse le temps de chercher un repreneur.

David Carzon

Papier recyclé

Fin de manifestation heureuse pour quelques passants de la Place de la Bourse. Après le départ des salariés de JOB, les forces de l'ordre se sont activées à dégager les énormes rouleaux de papier qui bloquaient le tribunal de commerce. Dans leur travail, les policiers ont pu compter sur une aide... plutôt inhabituelle. Une dizaine de piétons s'est en effet précipitée sur les lieux. Leur but : découper quelques bribes du précieux papier couché. Peut-être le début d'un nouveau concept de papeterie.

TOUT
TOULOUSE

LES ECHOS

Les salariés de l'usine Job empêchent l'audience du tribunal de commerce

L'AUDIENCE au cours de laquelle le tribunal de commerce de Toulouse devait statuer, hier, sur la mise en liquidation de l'usine Job (bobines de papier de luxe) n'a pas eu lieu. Les salariés du centre industriel de Toulouse, propriété de l'allemand Scheufelen, ont bloqué l'accès au tribunal avec des rouleaux de papiers. La veille, une rencontre avait eu lieu entre les syndicalistes et les représentants de l'Etat à Toulouse afin d'obtenir du gouvernement les moyens de maintenir l'activité du site jusqu'au 5 avril 2001. Le redressement judiciaire de Job, entamé le 7 juillet, avait récemment été prolongé jusqu'au 5 avril, mais les salariés (169 personnes) devaient trouver un financement relais avant l'audience prévue hier.

S. So.